

CIBLE

Officiel

Naguère, seuls les « petits » candidats à la présidence de la République se heurtaient au refus poli des élus lorsqu'ils sollicitaient leur parrainage. Cette année, des dirigeants politiques qui ont obtenu des millions de suffrages risquent de ne pas recueillir les 500 signatures nécessaires tant les pressions sont fortes sur les maires.

Jean-Marie Le Pen, qui a recueilli 4 804 713 voix au premier tour en 2002, pourrait lui aussi être exclu de la campagne. Parmi les adversaires du chef du Front national, beaucoup s'émouvent du complet verrouillage du système électoral.

Cette réaction est justifiée. En revanche, il est scandaleux que le Premier ministre et le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale aient déclaré que Jean-Marie Le Pen devait pouvoir se présenter – donnant ainsi aux élus UMP l'autorisation de signer pour lui.

Pourquoi pas Olivier Besancenot ? Pourquoi pas tel candidat libéral ou gaulliste ? Par décision arbitraire, voici Jean-Marie Le Pen déclaré candidat officiel des contestataires par *l'establishment* qu'il récuse !

Nous sommes en pleine folie.

COMBAT

Pour le droit social

Histoire

**De Gaulle
et l'Algérie**

p. 10

Cuba

**L'après
Castro**

p. 5

Le petit Nicolas

Dans la classe, il y a un nouveau ! Mais on le connaissait déjà parce qu'on l'avait vu à la télé. Nicolas Hulot, il s'appelle. Nous on préfère dire *La Hulotte* parce que c'est plus rigolo.

Les nouveaux, surtout ceux qui veulent faire les malins - genre « *mon père, il est ministre et il peut te mettre en prison* » - il arrive qu'on leur mette un bon coup de poing sur le pif pour leur apprendre les bonnes manières. Mais le Nicolas Hulot, on ne lui a pas fait son affaire.

Notre surveillant, Monsieur Sarkozy, qu'on appelle *La Sarkoze* comme si c'était une maladie, il en était tout étonné. À la première récré, on s'est assis autour du petit Nicolas et on lui a demandé de raconter des histoires.

C'est qu'il a fait plein de trucs vachement chouettes, notre nouveau copain. Il a sauté en parachute, il s'est baladé en montgolfière en Chine, il a fait du planeur et il a pris plein d'avions. Villepin, le premier de la classe, dit même qu'il parle avec les singes. Il faut toujours qu'il en rajoute, Villepin, alors qu'au printemps dernier, quand toute

la cour de récré était contre lui, il faisait pas le malin.

N'empêche, le petit Nicolas, on l'appelle maintenant *La Hulotte*. C'est un chouette surnom, pas méchant. Dans la classe, il y en a qu'on appelle *Face de rat*, *Poule mouillée*, *Porc salut*. Mais *La Hulotte*, c'est marrant et ça lui va bien parce que notre Nicolas il est écolo.

D'ailleurs, quand le maître, Monsieur Chirac, a demandé qu'on fasse une rédaction pour dire qu'il faut aimer la Nature, *La Hulotte* s'est mis à écrire à toute allure et quand Monsieur Chirac a lu ce qu'il avait écrit, on était tous super contents. Enfin presque tous. Parce que tous les membres de la Bande des Verts, qui levaient toujours la main pour dire qu'il fallait respecter la Nature et détruire les centrales nucléaires, ils étaient blancs de rage.

Vous savez pourquoi ? Parce que *La Hulotte*, il a vraiment fait le tour du monde et ren-

contré des tas de tribus oubliées et vu aussi tous les dégâts qu'il y avait à cause des bagnoles et des fumées d'usine en Chine et en Amérique. Alors que la Dominique Voynet, qu'on appelle *Lavoinée* parce qu'elle menace toujours de nous filer une avoine si on marche sur un bout de gazon, on l'a jamais vue faire du deltaplane. Et son voisin Noël, qu'on appelle *Mamère l'oie*, on pense pas qu'il soit cap' de descendre en pirogue un fleuve infesté par les piranhas comme dans Tintin.

La rédaction de *La Hulotte*, ça ressemblait à un discours de grande personne : il y avait *dix objectifs et cinq propositions*. On n'a pas tout compris. Il y avait des mots zarbis comme par exemple *logique de la durabilité, systématiser les procédures de démocratie participative, relocaliser les activités humaines*. Ça doit être des formules magiques qu'il a ramenées de chez les Indiens ! On lui fait confiance, à *La Hulotte*.

D'ailleurs, notre maître a fait un sondage et notre nouveau copain a eu 66 % d'opinions favorables, comme on dit à la télé.

Quand Monsieur Chirac a lu le résultat, c'est pas seulement les Verts qui rageaient. La Ségolène, celle qui veut être maîtresse d'école, elle était furibarde et elle a dit que ce petit Nicolas, il ferait bien de rentrer chez lui parce qu'il faisait rien que dissiper la classe et d'empêcher les bons élèves de réussir. Elle était tellement en rogne qu'elle a fait tomber sa tartine de confiture et plaf ! c'était du mauvais côté. Mais François, son meilleur ami, lui a filé un plein sac de carambars à la rose et ça lui a donné tellement la pêche qu'elle a gagné le concours de gymnastique.

La Hulotte, il s'en fichait bien, des jaloux et des pimbêches. Il avait marqué dans sa rédaction qu'il fallait choisir un « *vice-premier ministre chargé du développement durable* » et toute la classe était très excitée. Laurent Fabius, qui dit qu'il sera président de la République, a tout de suite dit qu'il le nommerait vice-premier ministre mais *La Hulotte*, qui est très gentil, a dit que *Lavoinée* ferait très bien l'affaire. D'ailleurs Laurent a été battu à plates coutures par Ségolène au concours de gym' et il pourra nommer personne.

Vraiment, les gars, *La Hulotte* c'est un chouette copain. D'ailleurs il connaît très bien Sophie Marceau. Ce serait hyper bien si elle venait le chercher à la sortie de l'école, Sophie Marceau.

Albert LE CHAHUANT

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : Le petit Nicolas - p.3 : Un machisme à éclipse - Circulez Sarkozy ! - p.4 : Valse des étiquettes - Croissance zéro - p.5 : Fidel ne ressuscitera pas - p.6/7 : Pour le droit social - p.8 : *La Revue* - Solutions immédiates ? - p.9 : Retour à la politesse - p.10 : Désastre algérien - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Qu'elle tire les leçons !

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Un machisme à éclipse

Le machisme est un mépris généralisé des femmes. Pourtant, lorsqu'elles sont agressées, toutes les responsables politiques n'ont pas droit aux mêmes réactions indignées.

Depuis des mois, ceux qui critiquent Ségolène Royal sont accusés de machisme. Et pour conclure sa campagne à l'intérieur du Parti socialiste, Ségolène Royal a dénoncé le machisme de ses deux adversaires. Toutes les chaînes de télévision ont relayé ces déclarations de la malheureuse victime - à la veille de sa triomphale désignation.

Curieusement, lorsque Marie-Georges Buffet est visée par une polémique, le cœur des bien-pensants ne fustige pas le machisme ambiant et ne s'étonne pas que la responsable d'un parti important, elle aussi candidate à la présidence, soit traitée avec une grande négligence par les médias.

Il y a plus frappant : le jour de la désignation triomphale (bis) de Ségolène Royal, Michèle Alliot-Marie était copieusement huée par une partie des membres du Conseil national de sa formation. Aucune voix ne s'est élevée pour dire qu'on insultait une femme. Il n'y a pas lieu de s'en plaindre ; simplement, il serait souhaitable que la triomphale (ter) Ségolène Royal ne soit pas présentée comme une victime des machistes lorsqu'elle fera l'objet, comme tout candidat à la présidence, de critiques et de polémiques.

La manipulation éhontée du féminisme oblige à ces précisions, qui ne concernent pas l'essentiel. Quant au dis-

cours de pré-campagne qui ont été tenus cette semaine, il apparaît que celui du ministre de la Défense a été le plus riche de significations.

Michèle Alliot-Marie n'a pas hésité à affronter les sarkozistes, largement majoritaires au Conseil national de l'UMP. Contre les graves dérives de Nicolas Sarkozy dans le domaine constitutionnel, Michèle Alliot-Marie a déclaré que le président de la République ne devait pas être chef d'un parti politique mais le « *président des Français* ». Le ministre de la Défense a ajouté que le candidat à la fonction présidentielle, unifiante par définition, ne pouvait pas agresser les jeunes de notre pays : « *trop souvent nous avons braqué la jeunesse, trop souvent nous avons laissé s'insinuer l'idée pernicieuse qu'un jeune était un délinquant en puissance* ». Elle a ensuite dénoncé la discrimination positive « *fondée sur des critères raciaux ou ethniques* » comme nous l'avons ici même démontré, avant de récuser la prétendue démocratie d'opinion : « *la politique, ce n'est pas le copier-coller de l'Ifop ou de la Sofres, la politique, c'est montrer un chemin* ».

Nicolas Sarkozy a beau tenir ses salles, il sera toujours récusé par la fraction gaulliste de l'UMP qui mène un combat dont les échos ne se mesurent pas à l'applaudimètre.

Yves LANDEVENEC

Circulez Sarkozy !

Rarement une élection professionnelle aura suscité autant d'attente et d'intérêt que celle qui se déroule, à l'heure où nous écrivons ces lignes, chez les policiers.

D'abord, parce qu'elle concerne plus de cent cinquante mille fonctionnaires de police. Ensuite, parce que les instances issues de ces élections (Commissions administratives et Comités techniques paritaires, Conseil supérieur de la Fonction publique d'État) participent paritairement avec les représentants de l'administration à l'organisation des services, aux mouvements de personnels (affectations, mutations, avancement, attribution de logements...) et aux tâches traditionnellement dévolues à un comité d'entreprise ; elles sont également consultées sur certains textes et décisions, même si les avis ou les propositions ne lient pas l'administration qui conserve son pouvoir de décision.

Enfin, parce que, nous sommes d'ores et déjà de plain-pied dans la campagne électorale pour l'élection présidentielle et que les deux principaux syndicats (Alliance et l'Unsa-Police) soutiennent, l'un, Nicolas Sarkozy, l'autre, Ségolène Royal. Que le score du premier baisse par rapport aux élections de 2003, et ce sera interprété comme un désaveu de la politique menée par le ministre de l'Intérieur.

D'où la surenchère sécuritaire à laquelle on assiste actuellement de la part de Nicolas Sarkozy qui préfère satisfaire les revendications des policiers plutôt que de s'attaquer à une réforme en profondeur de la police. Ce qu'il a

tenté de faire en arrivant place Beauvau, en essayant d'instaurer une culture du résultat, stratégie inspirée de Rudolf Giuliani, l'ancien maire de New York et qui consiste à inciter les policiers à *faire du chiffre*, c'est-à-dire à résoudre un maximum d'affaires dans un minimum de temps.

Résultat : à l'exception d'Alliance ou encore de Synergie, favorables à Nicolas Sarkozy quoi qu'il fasse, toutes les autres organisations et le policier de base s'opposent à cette politique qui les entrave dans leur action. Les policiers ne sont pas dupes de ce qui se trame en coulisse entre le ministre et les syndicats *maison*.

D'après certaines rumeurs et estimations, ils seraient prêts à voter pour un troisième larçon : Action police, affiliée à la CFTC, dirigé par Michel Thooris, un ancien conseiller de Philippe de Villiers, et dont le discours anti-sarkoziste passe de mieux en mieux dans les commissariats. De 0,32 % des suffrages en 2003, certains pensent qu'il pourrait atteindre 7 %, aujourd'hui. D'où le dénigrement méthodique dont il a fait l'objet durant toute la campagne, par médias interposés. S'il progressait dans de telles proportions, son score serait un camouflet pour le ministre de l'Intérieur : plusieurs de ses propositions, selon un dirigeant de la centrale chrétienne, étant reprises dans le programme du Parti socialiste ainsi que par Ségolène Royal.

Nicolas PALUMBO

La valse des étiquettes

Malgré une cascade de démentis appuyés par des monceaux de statistiques officielles, la vérité s'impose peu à peu : l'adoption de l'euro a provoqué des hausses de prix phénoménales.

Cinq ans déjà ? C'est très peu pour une monnaie. Mais c'est encore trop pour l'euro, dont l'échec est patent. En janvier 2002, une propagande incessante promettait aux citoyens de la zone euro mille félicités - parmi lesquelles un formidable bond en avant de la construction politique européenne.

Immédiatement, les heureux résidents de la dite zone ont constaté de très importantes hausses de prix. Les pouvoirs publics ont dénoncé avec hauteur une prétendue illusion collective et publié des statistiques qui confortaient leurs propos.

Pourtant, maintes enquêtes - en France, en Allemagne, en Italie - ont montré que les modes d'établissement des indices masquaient des hausses de prix tout à fait réelles et manifestement excessives.

Dernier constat en date : celui du *Parisien* (2 novembre) qui établit que, depuis janvier 2002, le prix de la baguette de pain a augmenté de 23 % en moyenne - ce qui est somme toute une hausse modérée au regard du prix de la bouteille d'huile (+ 82 %) et du kilo de pommes : + 93 %. Mais le record est détenu par la tasse de café bue en salle : 120 % d'augmentation !

Le pouvoir d'achat réel a donc été considérablement réduit, ce qui ne préoccupe guère les milieux dirigeants qui s'en tiennent au taux officiel de l'inflation dans la zone

euro : + 10 % en cinq ans, soit 2 % par an ce qui correspond à la norme supérieure fixée par la BCE. Tel est le miracle obtenu par la *main invisible* chère à certains théoriciens libéraux.

Hélas, le présumé miracle n'apparaît que lorsqu'on réalise une construction statistique pour l'ensemble de la zone euro car les taux officiels d'inflation varient considérablement d'une nation à l'autre : calculée sur les douze derniers mois, l'inflation est de 1 % en Allemagne, de 1,5 % en France et de 2,9 % en Espagne - ce qui crée de fortes disparités entre des pays qui étaient censés rapprocher et unifier leurs politiques économiques par l'effet de la *monnaie unique*.

Cet échec patent est rarement analysé par la presse française alors que la presse suisse publie régulièrement de remarquables articles sur ce sujet explosif : ainsi, Marius Favre écrivait dans *Le Temps* du 6 octobre que « au rayon du prêt-à-porter monétaire, l'euro à taille unique est un habillage qui risque bien, en définitive, de ne convenir à personne. Confrontés au sous-emploi de leurs ressources productives, les pays dont la position concurrentielle se détériore devront tôt ou tard sortir de l'UEM pour dévaluer leur monnaie, à l'instar de ce que fit le Royaume-Uni avec le SME en 1992. »

Nous sommes, une fois de plus, prévenus.

Sylvie FERNOY

Croissance zéro

Le Produit intérieur brut n'a pas augmenté au troisième trimestre : le gouvernement s'en étonne et redécouvre tout à coup que l'euro fort est une mauvaise chose et qu'il faudrait une politique de change !

On l'a dit et redit : les réactions de chaque nation européenne inscrite dans la zone euro sont différentes, voire divergentes, alors que la monnaie unique était censée faire converger les économies.

Ainsi, en France, l'euro fort a des effets négatifs que l'on vient de vérifier : croissance zéro au précédent trimestre, ce qui nous donnera en fin de compte une année médiocre. Thierry Breton est en fort marri : il ne s'y attendait pas ! Et comme un mauvais chiffre ne vient jamais seul, il a bien fallu évoquer discrètement le grave déficit du commerce extérieur et la baisse (- 0,9 %) de la production industrielle. Tout cela pèsera lourd dans le bilan du quinquennat.

Alors, bien sûr, on plaide l'accident. Au prochain trimestre, on fera mieux, c'est promis. Et dans la grande presse, il y aura plein d'articles sur le thème de la croissance qui *repart*.

Les techniques de communication ne parviennent cependant pas à masquer l'inquiétude du gouvernement. À Toulouse, le 14 novembre, Dominique de Villepin a soudain pris conscience de la situation désastreuse que d'éminents conjoncturistes ne cessent de souligner. Se saisissant de l'évidence, le Premier ministre a clamé que l'Union européenne devait se donner un *bouclier monétaire* et défi-

nir une véritable stratégie de change comportant des objectifs de croissance et d'emploi et impliquant des mesures de protection de l'industrie.

Quant aux principes énoncés, le Premier ministre est à féliciter. Mais comme Dominique de Villepin doit *déterminer et conduire la politique de la nation*, il aurait fallu qu'il annonce immédiatement un plan d'action.

Au minimum, ce plan doit comporter une révision des statuts de la Banque centrale européenne, afin qu'elle passe sous le contrôle du Conseil européen et contribue à la protection de l'économie de l'Union. Il faut aussi sortir du flou quant à la conduite de la politique de change car aujourd'hui nul ne peut dire clairement qui en a la charge - dans la zone euro et dans les pays membres de l'Union qui ont une monnaie nationale.

Normalement, c'est le Conseil des ministres, lors de la réunion des ministres de l'Économie et des Finances (*Écofin*), qui devrait fixer cette politique et non la BCE qui opère seulement pour la zone euro. Mais comment *Écofin* peut-il prendre à la fois des décisions pour l'euro et pour les autres monnaies ?

Il faut de toute urgence mettre fin aux confusions et à l'inaction.

Annette DELRANCK

Fidel ne ressuscitera pas

Fidel mourra à Cuba. Mais si Cuba n'est pas mort du Castrisme, Cuba sans Castro ne sera plus jamais que Cuba.

Oupéré d'urgence le 31 juillet, Fidel Castro devait sortir de l'hôpital le 2 décembre. Mais quoi qu'il en soit de lui, à 80 ans, ou de son frère Raúl à 75 ans, le régime est à un tournant. Après quelques feux de joie à Miami, l'événement tant attendu ne fait pas recette. Si l'administration Bush se préoccupe officiellement depuis 2002 de hâter la transition et y consacre quelques dizaines de millions de dollars par an, le cœur n'y est plus comme avant. Le seul fait de parler de transition implique la reconnaissance d'une période plus ou moins longue d'accommodement.

Une contre-révolution est exclue dans l'immédiat. On n'envisage pas une version caraïbe de la chute du mur de Berlin pour la RDA. Castro avait à l'époque soigneusement étudié l'effondrement du bloc communiste et méthodiquement prévenu toute réédition tropicale. Aujourd'hui on tend à imaginer une évolution à la chinoise ou à la vietnamienne plutôt que la répétition de la Glasnost. Les dirigeants qui ont déjà en mains l'économie cubaine se verraient bien ses modernisateurs mais avec le maintien des avantages acquis.

L'armée contrôle les ressources du pays dont la première est aujourd'hui le tourisme qui rapporte plus que la totalité des exportations. Cette activité est par nature ouverte vers l'extérieur. Si la Chine ou le Viêt-Nam peuvent

se permettre une ouverture contrôlée, Cuba de par sa population et sa superficie réduites, de par sa situation au cœur de l'ensemble de vacances caraïbes, aura sans doute plus de mal à résister à l'explosion touristique. La stabilité sociale sera mise à rude épreuve. On se retrouverait dans la situation des années cinquante où Cuba était le casino (pour ne pas dire plus) de toute l'Amérique.

Mais Cuba n'est plus seul. L'Amérique latine n'est plus composée de régimes dictatoriaux alignés sur Washington et ne soutient pas les projets de l'administration Bush regardant Cuba. Les grandes démocraties de centre gauche comme le Brésil et le Chili respectent l'héritage du *Líder Máximo*. Le dirigeant vénézuélien Hugo Chavez se dit prêt à une union politique et économique avec Cuba. Il pourrait même offrir une garantie militaire en cas de velléité d'ingérence extérieure américaine dans le processus de transition. Le président sandiniste que vient de se donner le Nicaragua se joindra volontiers à la croisade si nécessaire.

Cuba peut également compter sur un appui européen. L'Espagne de Zapatero bénéficie d'une notable audience auprès d'une certaine classe cubaine qui souhaite certainement libéraliser le régime mais ne tient absolument pas à se placer dans l'orbite américaine ni à voir revenir l'ancienne oligarchie installée à

Miami. L'Union européenne dans son ensemble aura une importante carte à jouer dans la phase qui s'annonce.

La révolution cubaine a été trop associée à l'imaginaire de générations d'intellectuels, français notamment, pour se désintéresser aujourd'hui de son destin sinon de son héritage. On a du mal aujourd'hui à se représenter que cette révolution était contemporaine de la fondation de la V^e République voici 47 ans ! Alors que la France devrait connaître une relève de génération politique et que disparaissent les derniers témoins qui ont travaillé avec le général de Gaulle, nous pouvons nous imaginer ce que représente, toutes proportions gardées, la disparition du *comandante* Fidel Castro. On laissera parler ici Régis Debray dans son magnifique *Loués soient nos seigneurs*. (1)

Il reste qu'une époque s'achève. Le pays paraît plus petit une fois que s'éloignent les géants qu'on a vus si longtemps à leur tête et qui l'écrasaient autant qu'ils le propulsaient sur la scène mondiale. L'Histoire reprend son long cours tranquille. Cuba n'est plus que Cuba. Il redeviendra Cuba. Même les Cubains exilés (dix pour cent de la population depuis 1959) commencent à réaliser qu'ils sont d'abord Cubains avant d'être anti-castristes. La réconciliation est à ce prix.

Yves LA MARCK

📖 (1) « *Loués soient nos seigneurs, une éducation politique* », Folio Gallimard, prix franco : 10 €.

BRÈVES

♦ **TONGA** – Après plusieurs jours d'émeutes qui ont causé la mort de huit personnes et détruit près de 80 % du centre-ville de la capitale Nukualofa, des forces militaires australiennes et néo-zélandaises sont intervenues pour rétablir l'ordre à la demande du Premier ministre tongien, Fred Sevele. L'état d'urgence avait été proclamé la veille, conjointement par le Premier ministre et par le roi George Tupou V. A l'origine des émeutes, une série de manifestations organisées par le mouvement pro-démocratie autour du Parlement tongien, alors en séance, qui ont dégénéré après que l'assemblée a décidé de clore la session sans avoir entériné les réformes constitutionnelles suggérées par la *Commission nationale pour les réformes politiques* (voir *Royaliste* n° 890).

♦ **OUGANDA** – L'ambassadeur de France et le souverain du royaume de Buganda, l'un des quatre royaumes de l'Ouganda, Ronald Muwenda Mutebi II ont présidé ensemble le 25 octobre une cérémonie d'inauguration du site, inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, des tombes royales de Kasubi. La France était un des commanditaires de la réhabilitation. Situé sur une colline près de Kampala, le site est un lieu de culte toujours en activité au royaume du Buganda. Pour les Baganda, le roi (Kabaka) est le symbole spirituel, politique et social contesté de la nation Buganda. C'est pourquoi les tombeaux de Kasubi, où reposent les quatre précédents rois, sont un endroit où le Kabaka et d'autres personnages de la hiérarchie culturelle complexe du Buganda viennent fréquemment effectuer d'importants rituels centenaires.

♦ **SERBIE** – Le parlement serbe vient d'adopter une nouvelle Constitution déclarant dans son préambule que le Kosovo était partie intégrante de son territoire. Le cabinet du prince héritier Alexandre de Yougoslavie a fait savoir « qu'il comprenait les circonstances dans lesquelles la nouvelle Constitution advient et est mise en œuvre d'une manière très rapide à l'heure où la question de la souveraineté de la Serbie sur le Kosovo-Metohija est à un stade crucial. Cette Constitution ne résout certainement pas d'une manière définitive la forme du régime mais cela est remis à plus tard dans une période plus normale et plus stable, que, si tout va bien, nous n'attendrons plus longtemps. La couronne poursuivra quand à elle ses efforts pour la restauration de la monarchie parlementaire constitutionnelle en Serbie ».

♦ **BELGIQUE** – A l'occasion de la Fête du Roi, où celui-ci était reçu d'une manière très exceptionnelle au Parlement fédéral, le Premier ministre belge, Guy Verhofstadt, a pris à contre-pied ceux qui, en Flandre, réclament une monarchie purement protocolaire en déclarant : « *Notre monarchie remplit un rôle important, un rôle trop facilement sous-estimé* » que « *vous avez excellemment accompli au cours de treize dernières années* ». Membre du parti libéral flamand VLD, Guy Verhofstadt, qui est partisan d'une nouvelle réforme de la Constitution, veut conserver les attributions du roi qui, selon la Constitution, est le chef de l'exécutif et membre du pouvoir législatif.

Pour le droit social

Inspecteur du travail, syndicaliste et militant socialiste (toujours à l'aile gauche de son parti), Gérard Filoche a consacré une quinzaine d'ouvrages à la défense du droit social et à la dénonciation des conditions de vie et de travail qui sont imposées aux salariés. Dans son dernier livre, il explique les principes fondamentaux du droit du travail, souligne leur caractère indispensable et dénonce les objectifs et la stratégie des ultra-libéraux. Voici quelques aperçus de son travail pédagogique.

● **Contrat Nouvelle Embauche (CNE).** Il est entré en vigueur par l'ordonnance du 4 août 2005. Il a été conçu par le gouvernement, de même que le CPE (Contrat Première Embauche retiré à la suite de la mobilisation massive du printemps), dans le cadre de l'offensive générale contre le CDI (Contrat à durée indéterminée).

Réservé aux petites entreprises (0 à 20 salariés) le CNE est un contrat qui, pendant deux ans, peut être rompu par l'employeur sans motif ni préavis. Gérard Filoche souligne que le Contrat Nouvelle Embauche viole l'article 4 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* (qui interdit d'exclure le droit à réparation, pour la victime d'une rupture fautive de son contrat), l'article L. 122-14 du Code du travail (qui établit le principe de l'entretien préalable pour tout licenciement individuel) et qu'il contrevient à plusieurs autres textes - dont la Charte sociale européenne !

Même s'il est critiquable, le Contrat à Durée Déterminée (CDD) offre beaucoup plus de garanties que le CNE.

● **Corporatisme.** À droite, mais aussi à gauche, on entend dire qu'il faut le *contrat plutôt que la loi*. Des contrats négociés par les acteurs sociaux plutôt que des

lois votées par le Parlement ? Cela semble judicieux car des accords discutés au plus près du terrain, de manière pragmatique, répondront plus aux attentes des partenaires que des textes élaborés et votés à Paris par les membres de partis politiques, toujours soupçonnés d'idéologie et de démagogie...

Cette argumentation est spécieuse : elle conduit au corporatisme, qui est une conception idéologique de la société - celle de *corps*, d'organisations professionnelles qui règlent sans intervention de l'État les affaires du métier. Par références lointaines aux corporations médiévales, le corporatisme n'a existé au XX^e siècle que comme corporatisme d'État servant de relais aux dictatures (Portugal, Italie, Allemagne nazie, Vichy). Il réparaît dans la doctrine du Medef, sous une forme antidémocratique puisque l'organisation patronale souhaite que les élus de la nation soit progressivement dépossédés de leur pouvoir de légiférer dans le domaine du droit social.

Bien entendu, plus la négociation des contrats se rapprochera de l'entreprise, plus les patrons pourront imposer leurs volontés aux salariés. Étranger au souci du bien commun, contraire au principe d'égalité, le corporatisme est un système qui normalise l'injustice.

● **Hallucinogènes.** L'offensive visant à détruire le contrat de travail réellement protecteur est précédée par l'émission de formules et de mots hallucinogènes : *flexisécurité, sécurisation* des parcours professionnels. Il s'agit de protéger le chômeur (par un régime d'assurance) plutôt que le salarié - mais l'individu chômeur n'aura aucune possibilité de s'opposer à une baisse de ses allocations.

● **Inspection du travail.** Laurence Parisot se plaint de ses interventions. Or, « *Il n'y a que 427 inspecteurs du travail et 830 contrôleurs pour 1,2 millions d'entreprises ayant au moins un salarié, soit beaucoup moins de contrôle qu'au début du XX^e siècle. (en 1919, il y avait 110 inspecteurs pour 3 millions de salariés). Une entreprise a une chance statistique d'être contrôlée une fois tous les dix ans. Comment lutter pour faire respecter le Code dans ces conditions ?* ».

● **Pensée Parisot.** La pensée de Laurence Parisot rend manifeste les buts de guerre sociale du Medef - organisation de combat qui n'exprime pas nécessairement les soucis et les attentes des entrepreneurs français. La *Pensée Parisot* postule que le secteur de l'entreprise privée doit bénéficier d'un statut d'autonomie dans la société française et par rapport au droit français - droit constitutionnel, droit social, lois votées par le Parlement dans les domaines qui concernent la finance et l'entreprise. Les élus de la nation sont déclarés incompetents, le secteur privé doit relever de ses seuls experts, ses règles doivent résulter de contrats plutôt que de la loi. En d'autres termes, Laurence Parisot réclame des *lois privées* - autrement dit l'établissement de privilèges.

● **Philosophie Parisot.** La *Pensée* Parisot repose sur une philosophie : celle-ci s'annonce et s'énonce comme une conception générale de l'homme et du monde (*weltanschauung*) qui repose tout entière sur le concept de Précarité.

Cette philosophie de la Précarité débouche (*Plop !*) sur une éthique du risque déjà formulée par d'éminents moralistes (Ernest-Antoine Seillière, Denis Kessler, François Ewald) qui n'ont jamais pris le risque de vivre avec le RMI.

Gérard Filoche montre que cette philosophie est barbare. De tous temps, tous les êtres humains ont cherché à se protéger contre les risques, ce qui a entraîné des révolutions et d'innombrables innovations : agriculture, construction de villes, etc. Quant à l'éthique du risque, elle est absurde : l'alcoolique et le cocaïnomane risquent bien plus leur vie qu'un chef

employeurs, moins de 5 000 condamnations pour un million d'infractions. Les amendes sont de 1 000 euros en moyenne, et pas plus de 500 peines de prison sont prononcées, dont 480 avec sursis, les 20 cas de prison ferme étant de deux mois en moyenne (non exécutées) pour **mort d'hommes avec faute inexcusable ou récidive dans le trafic de main-d'œuvre.** »

● **Salariés.** Ils constituent la très grande majorité des travailleurs actifs. « En 1945, un actif sur deux était salarié. En 2005, presque neuf actifs sur dix sont salariés. Il y a, en 2005, 22,2 millions d'actifs salariés occupés. Au total, 19,1 millions de CDI, 3,1 millions de précaires. 5 millions de salariés actifs sont au chômage ou au RMI [...] Il n'y a plus que 2,7 millions d'actifs à ne pas être salariés. »



■ **Gérard Filoche n'accepte pas de voir Laurence Parisot imposer sa loi.**

d'entreprise qui risque ses capitaux. Faut-il inscrire l'amateur de drogue dans la catégorie des méritants *risquophiles* et l'assuré social qui cesse de fumer parmi les condamnables *risquophobes* ?

● **Pouah !** L'horreur, pour Laurence Parisot, celle qu'elle rejette de toutes ses forces, c'est le droit de grève, le droit du licenciement, le contrat à durée indéterminée, la fixation du salaire minimum par l'État, la fixation de la durée légale du travail par la loi et plus généralement le Code du travail. Le 18 mai 2006, à Lyon, Laurence Parisot a comparé le Code du travail à la charia. Pour elle, « la liberté de penser s'arrête là où commence le Code du travail ». Peut-on soutenir que la liberté de circuler s'arrête là où commence le Code de la route et que la liberté d'agir s'arrête là où commence le Code pénal, fait justement remarquer Gérard Filoche ?

● **Précarité.** Voir *Philosophie-Parisot*.

● **Sanctions.** Laurence Parisot proteste contre les condamnations de patrons au pénal. Elles sont peu nombreuses : « il n'y a pas plus de 10 000 à 15 000 procès-verbaux par an contre les

pose pas exactement de la même façon partout en France ».

● **Vivre.** Qu'est-ce que vivre ? Vaste question... Pour le haut patronat, c'est profiter de la vie pendant que d'autres prennent tous les risques. Laurence Parisot philosophe à son accoutumée : « la vie, la santé, l'amour sont précaires. Pourquoi le travail ne le serait-il pas ? ». Madame Medef ne fait pas de différence entre ce qui relève de la volonté du législateur (le statut du travail) et ce qui échappe plus ou moins aux volontés des personnes (être ou ne pas être aimé, avoir une maladie génétique...).

Mais qu'est-ce que *faire vivre* ? À un libéral, qui justifiait la richesse d'un ancien patron de L'Oréal en arguant qu'il faisait vivre 50 000 personnes, Gérard Filoche répondit que « ce sont 50 000 personnes qui le font vivre ». Dans l'entreprise moderne, l'essentiel est considéré comme un accessoire qui peut, à tout moment, être mis au rebut.

● **Voyous.** Laurence Parisot est pour le nettoyage des voyous au Kärcher : répression maximale dans les *quartiers difficiles* avec pour principe la *tolérance zéro*. On punit, on emprisonne mais pas n'importe qui ! La patronne du Medef, qui reprend volontiers les thèmes de Nicolas Sarkozy, lui a tout de même reproché de fustiger les *patrons voyous*. Tolerance maximale pour les délinquants en cols blancs qui doivent échapper, autant que possible, aux rigueurs du droit pénal. *Justice de classe* ? Honni soit celui qui utilise une notion marxiste (ou supposée telle) alors qu'il s'agit simplement de protéger des entrepreneurs qui se battent pour des parts du marché mondialisé. Splendeur de l'innocence... hautement rentable.

Sur le temps de travail, sur le droit de licencier, sur la précarité, sur la baisse des salaires, sur le bilan des gouvernements Raffarin et Villepin dans le domaine social, sur les projets qui visent à réduire le rôle de l'Inspection du travail, à diminuer l'influence des syndicats et à limiter le droit de grève, Gérard Filoche apporte des informations et donne des précisions chiffrées qui sont à reprendre et à diffuser. L'ensemble de son ouvrage constitue un très utile manuel pour la lutte sociale.

Sylvie FERNOY

📖 N. B. Sauf indications contraires, les citations sont tirées du livre de Gérard Filoche : « *La vie, la santé, l'amour sont précaires. Pourquoi le travail ne le serait-il pas ?* », Jean-Claude Gawsewitch éditeur, prix franco : 20 €.

La Revue

Solutions immédiates ?

De numéro en numéro, *La Revue* (1) s'affirme comme utile instrument d'information et de réflexion sur un monde complexe et chatoyant qui échappe aux cadres préfabriqués du discours sur la mondialisation.

A l'opposé des naïvetés prétentieuses sur la « fin de l'histoire », le monde reste riche d'histoires : par exemple celle de la Révolution culturelle, célébrée par de jeunes bourgeois européens qui voulaient ignorer que ce fut une longue horreur, absurde et littéralement terroriste : celle que raconte Zheng Ruolin et qui se rappelle à notre mauvais souvenir par les photographies, lourdes de haine et d'effroi, de Li Zheng Sheng.

Bon dossier sur la croissance, dont les fruits sont si mal répartis, sur les théories (dangereuses) de la décroissance et sur l'imposture du commerce équitable dénoncée par Christian Jacquiau au fil de propos recueillis par Bertrand Renouvin. En revanche, dans l'article qu'il consacre aux systèmes de troc, André Bercoff montre sa méconnaissance du rôle de la monnaie.

S'y ajoutent, tracé par Jacques Bertoin, un beau portrait d'Abou Diouf ; une analyse des ambiguïtés de Lula ; un aperçu du chaos irakien ; un intéressant examen, par le général Copel, de la récente guerre entre l'armée israélienne et la milice du Hezbollah où l'on voit comment les chars, éléments décisifs des offensives antérieures, ont été durement exposés aux roquettes Katioucha.

Jacques BLANGY

📖 (1) *La Revue*, Bimestriel international, n°5, Nov./déc. 2006, dans les kiosques : 9 € ou prix franco : 11 €.

C'est écrit sur la couverture d'*Un autre monde*, son auteur, Joseph Stiglitz, est prix Nobel d'économie. Lorsque l'on sait que pour avoir ce prix il vaut mieux être américain et strictement dans l'orthodoxie néo-libérale, il y a de quoi se méfier.

Pourtant, lorsqu'un individu de cette sorte, livre après livre (1), dénonce les dérives du système économique et financier, il faut s'interroger et aller y voir de plus près. Le message est ici parfaitement clair : un autre monde est possible.

Pour chaque grand sujet économique, Stiglitz dresse un état des lieux et propose quelques solutions, mais, il faut bien l'avouer, ce retour de la régulation nous laisse un peu sur notre faim et part du postulat que la globalisation existe réellement, qu'elle a un avenir parce qu'elle est forcément une bonne chose. Est-ce si sûr ? Ne devrait-on pas plutôt se ranger à l'avis de John Saul dont nous avons récemment traité ? (2).

Notre prix Nobel n'a aucun mal à avouer que peu des promesses de la globalisation et de son idéologie ont porté des fruits. Des pays en développement se sont globalement enrichis et la plupart du temps leur population s'est appauvrie, les chiffres annoncés quant à l'explosion de la misère sont impressionnants. Le commerce international n'a que peu profité à ces mêmes pays, on les a contraints à ouvrir leurs marchés nationaux alors qu'ils n'avaient aucun moyen de produire eux-mêmes des biens pour pénétrer les marchés des autres. Le remède est simple, suivre l'exemple chinois et ouvrir les marchés émergents au fur et mesure du développement de leurs capacités à créer et à produire. Simple non ?

Encore faut-il que les pays les plus développés acceptent de perdre des parts de marchés et ainsi de laisser s'appauvrir leur population au profit d'autres pays en attendant l'hypothétique moment où ils pourront y vendre leurs productions.

L'aspect intéressant de la réflexion c'est qu'il est ici tenu compte des formidables dégâts sur l'environnement que ce développement anarchique a entraînés. L'auteur souligne l'urgence d'une réaction d'ampleur face à un phénomène dont le coût, même à brève échéance, risque d'annihiler pour longtemps tout vrai développement harmonieux. Le programme est ici simple : il faut sauver la planète.

Autre point : la gestion des ressources naturelles et l'accent mis sur la nécessité d'arrêter de piller la nature sans se demander jamais si un tel comportement peut durer encore longtemps. Or, tout le monde sait que le développement simultané de la Chine et de l'Inde ne permet pas de faire l'impasse sur la question centrale de l'approvisionnement de deux tels géants en ressources naturelles non renouvelables.

Le cas des multinationales n'est pas oublié et leur conduite inqualifiable et folle, tant du point de vue économique que social, est dénoncée avec force. Là aussi, le programme Stiglitz est sévère, la régulation et le retour des États-nations dans le jeu.

Le problème des brevets est aussi posé, notamment pour ce qui concerne les médicaments de première urgence, ceux destinés à lutter contre les grandes épidémies, notamment le Sida. Tout ne peut être réduit à la simple et seule idée du profit, il doit se trouver des valeurs supérieures à celles du marché. Au-delà de ce simple secteur, tout ce qui se rapporte à la gestion des brevets doit être revu au fond et les solutions existent.

Financièrement, les dérapages sont aussi graves. On voit là que les États-Unis, incapables de suffire à leurs propres besoins, drainent vers eux 2 milliards de dollars par jour, y compris en provenance de pays pauvres qui auraient évidemment autre chose à en faire. Le cas américain est symptomatique, voilà un pays qui a passé des années à imposer aux autres ce qu'il refusait pour lui-même.

L'ouvrage est utile, il reste dans la norme, mais au point où nous en sommes les propositions faites paraissent pour certaines révolutionnaires. Ferait-on déjà la moitié de ce qu'indique Stiglitz que les choses iraient déjà sensiblement mieux mais peut-on vraiment se contenter de cela ?

Pascal BEAUCHER

📖 (1) Ouvrages de Joseph E. Stiglitz traduits en français :

- *La grande désillusion*, Fayard 2002, prix franco : 20 €, voir *Royaliste* n° 795 « *Les fanatiques du marché* ».

- *Quand le capitalisme perd la tête*, Fayard 2003, prix franco : 20 €, voir *Royaliste* n° 828 « *Leçons américaines* ».

- *Un autre monde, contre le fanatisme du marché*, Fayard 2006, prix franco : 22 €.

(2) *Royaliste* n° 889, « *Mort de la globalisation* ».

Retour à la politesse

Notre jeunesse – du moins celle de ma génération – ne s'embarrassa guère de politesse. Nous étions trop sérieux pour cela. Il nous suffisait assez de changer le monde. Comment nous serions nous souciés de civilités et autres mœurs bourgeoises ? La vie militante requiert la fraternité, l'immédiateté des rapports sans apprêts, et cela quelle que soit la couleur politique. Ne se tutoie-t-on pas dans le milieu parlementaire et jusqu'à l'Élysée ? Par ailleurs, la grande révolution des années 68, celle qui voulait changer la vie supposait l'abandon assez radical des vieilles écorces sociales. L'adoption du modèle californien, si bien décrit par Edgar Morin, incitait à découvrir l'utopie concrète de relations métamorphosées, plus transparentes, et dont le mot *innocence* traduit assez bien le projet. Raoul Vaneigem dans son *Traité de savoir-vivre à l'égard des jeunes générations* le chargeait du contenu le plus ambitieux : « *La nouvelle innocence implique la destruction d'un ordre des choses qui ne fait qu'entraver de tout temps l'art de vivre, et menace aujourd'hui ce qui reste d'identité vécue.* » Il fallait donc se débarrasser de toutes les porcelaines morales, comme les anarchistes d'autrefois brisaient les porcelaines-bibelots de la classe dominante.

C'est Frédéric Rouvillois qui m'a contraint à cette sorte d'anamnèse personnelle en me conviant, à travers sa vaste enquête sur la politesse de 1789 à nos jours, à consentir à l'importance de son sujet. Car s'il est vrai que les convenances d'une société relèvent de l'apparence, celle-ci n'est pas que surface, elle constitue un appareil complexe d'indices qui révèlent les profondeurs. En ce sens, notre historien mérite tout à fait le qualificatif louangeur que Nietzsche décernait aux Grecs anciens *superficiels par profondeur*. Et puis il m'a rappelé un autre souvenir des années soixante-dix. L'économiste André Piettre m'avait adressé son petit livre intitulé *Lettre aux voyous du cœur* qui avait touché en moi des fibres sensibles, sans que je parvienne à m'exprimer franchement à son propos. Au désappointement de l'auteur, je me refusais à un compte-rendu dans ce journal. Et pourtant Piettre visait terriblement juste : « *Si l'on croyait vraiment en la dignité de l'homme et qu'elle passe d'abord par la dignité de soi-même... Oui, si l'on portait dans tout son être sa fierté d'être homme. Et si, finalement, cette fierté n'était que le reflet de la beauté intérieure ?* »

Je demande pardon à Frédéric Rouvillois de ce préambule incongru qui me détourne d'un compte-rendu précis de son histoire minutieuse de la politesse et dont je n'oublie aucune patiente description. Mais c'est pour lui signaler qu'il a tapé juste parce que dans le moindre détail des bienséances dix-neuviémistes, il y a d'abord à comprendre que l'extériorité des gestes les plus surannés, renvoie d'abord au respect de l'autre et de soi-même. Son livre n'a rien de moralisateur. Il est descriptif, souvent drôle, mais il conduit à réfléchir en

vertu même de sa discrétion éthique. Et puisqu'il m'a ramené à l'ère soixante-huitarde, je rejoins ce qu'il rappelle de la volonté des féministes d'alors de s'en prendre à la politesse bourgeoise, en adoptant un style qui, dit-il, rappelle sa *Mère Duchesne*. À ce moment faire la révolution, c'était braver le langage des honnêtes femmes, jusqu'à les en faire rougir ! « *Eh bien, merde, les nénétes, votre raisonnement est con. Vous n'êtes pas libérées, ça non alors... ça vous ferait mal aux seins de dire à une nana : Non on peut pas t'avorter ici, mais tu peux aller en Angleterre.* » Le style du *Torchon brûle* d'alors nous renvoie de fait à la brutalité des mœurs révolutionnaires, décrites au début du livre. Casser la société d'Ancien Régime suppose qu'on récuse de manière violente des civilités qui ne seraient que le masque de l'hypocrisie. Le monde nouveau requiert la vertu qui n'a pas besoin d'afféteries. Il s'agit de rétablir *la langue pure et simple de la nature*. Le vouvoiement est banni, au titre de *reste de la féodalité*, de même les termes *monsieur* et *madame*. L'interdiction s'étend aussi aux pratiques

anciennes. Plus question de fêter le nouvel an par des visites pour l'échange des vœux. Une telle entreprise réclame des moyens coercitifs totalitaires. Les Goncourt notent que *les gouvernants vont jusqu'à faire décacheter, ce jour-là, toutes les lettres à la poste, pour s'assurer si tous ont oublié le calendrier grégorien et les souhaits de bonne année*. Joyeuse République !

Pourtant, et c'est une thématique de fond de l'essai de Frédéric Rouvillois, nulle tendance n'est jamais définitive. En contraste absolu avec l'époque révolutionnaire, le dix-neuvième siècle sera l'époque de l'étiquette et des manuels de savoir-vivre, l'âge d'or de la politesse bourgeoise. C'est donc moins un retour aux mœurs d'Ancien Régime que la manifestation d'une classe qui s'affirme en se distinguant. Et sur ce

terrain, notre historien est incollable. Il a tout lu, tout dépouillé. Aussi nous amène-t-il à relire autrement Balzac, Stendhal, Maupassant et jusqu'à Proust, c'est-à-dire sous l'angle de l'étiquette qui nous fournit une sorte de grammaire des relations sociales. Et on s'aperçoit que c'est l'ensemble de la société, jusqu'aux marges des maisons closes, qui obéit à des règles précises de savoir-vivre. Est-ce à dire que la civilisation moderne n'a opéré, de ce point de vue, aucune rupture définitive avec l'ordre ancien ? Tocqueville, cité dans la discrète conclusion de l'auteur - cette discrétion pourrait bien être une forme de politesse, indiquant qu'on ne veut pas s'appesantir dans la glose philosophico-sociologique – est incertain, à l'image de l'incertitude moderne : « *Les hommes ont perdu la loi commune des manières, et ils n'ont pas encore pris partie de s'en passer ; de telle sorte que les manières n'ont ni la régularité ni la grandeur qu'elles font souvent voir chez les peuples aristocratiques, ni le tour simple et libre qu'on remarque quelquefois dans les démocraties ; elles sont tout à la fois gênées et sans gêne.* » Le sans-gêne est toutefois mal vu, ces temps-ci, où on ne cesse de faire la guerre aux incivilités et où les sondages d'opinion mettent en évidence un attachement toujours plus fort aux règles de politesse. L'histoire demeure donc ouverte et il est douteux que l'humanité puisse se passer des aménités civiles qui favorisent le meilleur d'elle-même.

■ Frédéric Rouvillois - « *Histoire de la politesse de 1789 à nos jours* », Flammarion, prix franco : 26 €.

par Gérard Leclerc



Le désastre algérien

Jacques Baumel, dans un ouvrage écrit peu de temps avant sa mort, survenue en février dernier, livrait, comme le dit la quatrième de couverture, son « *ultime témoignage sur la gestion secrète du dossier algérien par le général de Gaulle* ».

Le titre ? *Un tragique malentendu : De Gaulle et l'Algérie.*

Mais de quel malentendu s'agit-il ? De celui, originel, entre d'une part les pieds-noirs et les musulmans restés fidèles à la France, d'autre part un de Gaulle qui les aurait méprisés ? Ou également - car l'un peut aller avec l'autre - de celui qui progressivement se serait dessiné entre une métropole, désireuse d'en finir avec des événements qui lui coûtaient l'envoi meurtrier du contingent, et trois départements alors plus anciennement français que la Savoie ou le comté de Nice ? De fait, « *ceux qui s'affrontent ne représentent pas le bien et le mal, le patriotisme et la trahison. [...] Il convient de mesurer que ce déchirement national est d'abord un grand cri de détresse poussé par les fils lointains qui tremblent de se sentir abandonnés sur l'autre bord de la Méditerranée. Le cri du soldat et celui du colon sans parent ni allié.* »

Mais les faits sont là : De Gaulle, dès avant son retour au pouvoir, en 1958, envisageait comme inéluctable l'indépendance de l'Algérie : « *Je le vois encore me dire, c'était peut-être en 1957 : L'Algérie sera indépendante, mettez-vous bien cela dans la tête.* » Ce qui, évidemment, atténue la portée d'une conclusion qui commence en ces termes : « *Le général de Gaulle ne me semble pas avoir, comme on*

l'en accuse volontiers, déroulé de 1958 à 1962 une politique algérienne clairement arrêtée dans son esprit dès le début et dévoilée peu à peu au gré des circonstances. » On comprend alors pourquoi, tout en s'efforçant, il est vrai, de paraître équitable, l'auteur témoigne une certaine indulgence envers le FLN et attribue aux seuls pieds-noirs et partisans de l'Algérie française, « *qui ont tendance à gonfler le coût humain de l'opération* », la responsabilité du déroulement de la tragédie, d'autant qu'ils s'opposaient à l'air du temps : l'émancipation des peuples. Il n'en est pas moins vrai que l'auteur « *n'évite aucun sujet scabreux et multiplie les anecdotes révélatrices* ».

Il en est ainsi des pratiques illégales comme celles des barbouzes. Il en est de même du martyr des harkis, sur lequel il écrit : « *Cette question ne doit pas être séparée de toutes celles qui opposaient De Gaulle aux pieds-noirs et à un grand nombre d'officiers. Selon ceux-ci - et nous ajouterons, selon nous - on ne pouvait abandonner les harkis : c'était une question d'honneur militaire et national. Selon le Général, on ne pouvait pas subordonner tout le reste à ce problème, et les plus coupables sont ceux qui avaient engagé l'honneur du pays sans y avoir aucun titre* » (sic), De Gaulle ayant « *donné très tôt des instruc-*

tions précises pour limiter le recrutement des harkis ».

Un recrutement, limité ou non, n'engage-t-il pas en soi la parole du pays ? Du reste, ce sont Louis Joxe, ministre chargé des Affaires algériennes et dont la circulaire avait écarté l'auteur, et Roger Frey, ministre de l'Intérieur, qui seraient les vrais coupables, Jacques Baumel n'étant pas certain que De Gaulle eût « *suivi cette affaire dans le détail* »... La responsabilité du général ? Jacques Baumel la résume ainsi, aussi involontairement que froidement : « *Si elle avait décidé publiquement et organisé rationnellement l'évacuation des harkis et de leurs familles, la France aurait torpillé elle-même les accords d'Évian, car elle aurait mis en doute l'autorité du GPRA [...]. À qui donc cela aurait-il profité, sinon à l'OAS, c'est-à-dire à des sentimentaux violents, très dangereux pour les Musulmans [...]. On peut toujours dire que tel massacre précis d'une harka traquée sur une plage aurait pu être évité grâce à un plan bien léché d'évacuation. Il est plus difficile d'imaginer un scénario global qui aurait permis de sauver davantage de vies. [...] une tentative d'évacuation systématique des harkis* » - qui étaient pourtant jusqu'à preuve du contraire des soldats français - « *aurait précipité l'ensemble du pays dans une impasse sanglante.* »

Les survivants seront heureux de l'apprendre. Où quand la fidélité conduit à justifier l'injustifiable. C'est pourquoi si Jacques Baumel a raison de noter que le comte de Paris, dont le fils François était mort au combat en 1960 sur la terre conquise par Charles X, finit par souscrire à la politique du général, en notant dans son bulletin qu'il fallait « *tirer la France de ce guépier* », ce n'est certes pas cela qu'il approuva.

Du reste, cette politique, loin d'être empreinte de duplicité, ce qui est vrai *rétrospectivement* - Pierre Pflimlin parlera de *froide résolution* -, semble à l'auteur tout à fait cohérente : « *Je vous ai compris doit donc aussi s'entendre au premier degré.* » Les pieds-noirs ? « *Il va les choyer et les rassurer mais en aucun cas les flatter. Il condamne d'emblée le désordre, rétablit l'autorité de l'État [...], parle une seule fois* » - pourquoi ? - « *tard et du bout des lèvres, d'Algérie française et refuse obstinément la friandise du mot intégration. En revanche, il proclame aussitôt l'intégration concrète [...] qui contient, aussi sûrement qu'un programme génétique, l'idée d'autodétermination* ». Avouons que pour le pied-noir, le harki ou le métropolitain moyens, la lisibilité d'une telle politique n'était pas évidente.

Mais, « *tout en échouant dans la politique d'association, du moins [le général] a-t-il obtenu la séparation en limitant l'effusion de sang* » : tout est affaire d'appréciation. Alors tragique malentendu ou, aussi, immense gâchis ? L'auteur donne lui-même la réponse, en citant... Bismarck : « *Mieux vaut une fin désastreuse qu'un désastre sans fin* », citation après tout bienvenue, puisque « *De Gaulle traita les suites de l'affaire algérienne comme naguère celles de l'occupation allemande* ».

Axel TISSERAND

📖 Jacques Baumel - « *Un tragique malentendu : De Gaulle et l'Algérie* », Plon, prix franco : 20 €.

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 17 et 18 mars 2007. Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 17 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, **"La politique du logement"** et, d'autre part, **"La représentation nationale"**.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

SOUSCRIPTION

Sans attendre notre souscription annuelle, quelques amis n'ont pas attendu pour nous faire parvenir leur contribution. Celle-ci sera bien entendu affectée à notre souscription 2006-2007 mais qu'ils en soit déjà remerciés.

1^{ère} liste de souscripteurs

Frédéric Aimard 1000 € - Claude-Eugène Anglade 10 € - Bernard Barbiche 15 € - Djamel Boudjelal 15,24 € - Guy Delranc 40 € - Michèle Dutac 14,47 € - Michel Fontaurrelle 450 € - Alain Jouffroy 10 € - Michel Lherbier 20 € - Yolande de Prunelé 100 € - Daniel Rietsch 50 € - Jacques Roué-Daëron 13 € - Raymond Tavernier 5 €.

Total de cette liste : 1742,72 €

CHANSONS

Un CD de chansons royalistes **« Vendée 1792-1796 »** est disponible. 72 minutes d'audition et un livret avec toutes les paroles et des notices historiques. Prix franco : 21 €.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 29 novembre** - Les deux guerres mondiales avaient entraîné l'effondrement de trônes impressionnants - russe et austro-hongrois - et de plusieurs royaumes nationaux à l'Est de l'Europe. Et les progressistes annonçaient le proche renversement des dernières monarchies parlementaires européennes, survivance du féodalisme, et la chute de tous les régimes bourgeois.

Ancien rédacteur en chef-adjoint du *Monde*, **José-Alain FRALON** observe quant à lui que **« Les rois ne meurent jamais »**. Les monarchies parlementaires qui sont au Nord de la France ne sont pas des survivances : toujours populaires, elles remplissent dans chaque nation une fonction éminente. L'avènement de Juan Carlos et le rôle actuellement joué par Siméon de Bulgarie rendent aujourd'hui manifeste la force de la

symbolique royale, dont bénéficient d'autres princes aujourd'hui éloignés des responsabilités politiques.

Avec José-Alain Fralon et Linda Caille, rédactrice en chef du mensuel *Mission*, nous réfléchissons, sans négliger les crises et les déconvenues, au statut des dynasties royales ou impériales sur le continent européen.

● **Mercredi 6 décembre** - Entré très jeune dans la Résistance, **Jean FOYER** devint à moins de 23 ans le directeur de cabinet de René Capitant, ministre de l'Éducation nationale dans le Gouvernement provisoire dirigé par le Général de Gaulle. Ainsi débute l'itinéraire politique d'un homme qui n'a cessé de s'affirmer **« Avec le Général »**, selon ses certitudes et son tempérament.

Éminent professeur de droit, ministre de la Coopération dans la période critique de la décolonisation, Jean Foyer fut Garde des Sceaux de 1962 à 1967, lors de la mise en œuvre des réformes institutionnelles mais aussi maire et député - toutes tâches qui ne l'ont jamais éloigné de la réflexion philosophique et théologique. Ses *Mémoires*, dont Gérard Leclerc a rendu compte (*Royaliste* n° 886), constituent un témoignage historique et politique d'une importance capitale - agrémenté des portraits remarquables et des savoureuses anecdotes d'un écrivain qui peut se révéler polémiste redoutable.

● **Mercredi 13 décembre** - Ancien élève de l'École Normale Supérieure et agrégé de géographie, **Hakim EL KAROUÏ** a été responsable des discours de Jean-Pierre Raffarin lorsque celui-ci était Premier ministre, puis chargé de la prospective à Bercy au cabinet de Thierry Breton - sans pour autant reprendre pour son propre compte l'idéologie et le discours dominants.

Dans un ouvrage dont Bertrand Renouvin a rendu compte avec enthousiasme (*Royaliste* n° 890), Hakim El Karoui offre une réflexion nouvelle et audacieuse. **« L'avenir d'une exception »**, cela signifie que la France n'est pas « ringarde » mais en avance sur son temps. Le peuple français récusé *l'inégalité protectrice* que les oligarques veulent lui imposer, il reste fondamentalement égalitaire dans une nation qui n'a rien perdu de sa capacité d'intégration des immigrés. La France pourra réaffirmer son ambition mondiale, dès que le pouvoir politique définira le projet commun, dont nous aurons à débattre avec notre invité.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Qu'elle tire les leçons !

Ségolène Royal déclare que « *la politique doit partir de la réalité de la vie des gens, être attentive aux leçons que le peuple donne* ». La candidate socialiste officielle peut immédiatement donner des exemples concrets à l'appui de ces beaux principes.

Les « gens » ont fait l'expérience dans leur vie quotidienne de la forte hausse de prix engendrée par le passage à l'euro. Leur « diagnostic partagé » se résume ainsi : ceux qui ont organisé la propagande en faveur de la monnaie unique se sont trompés ou les ont trompés.

Les « gens » attendent peut-être les excuses publiques d'une candidate qui veut « changer la politique » au nom des valeurs. Ils attendent plus probablement la dénonciation de l'euro fort, la définition d'une nouvelle politique monétaire pour la France et l'Europe et un examen critique de la zone euro. En bonne logique, cette leçon sur la monnaie devrait entraîner un rejet du social-libéralisme hypocritement pratiqué par les gouvernements auxquels Ségolène Royal a appartenu.

Il faut ensuite tirer la leçon que le peuple français a donnée le 29 mai 2005. Le Non massif implique une offensive politique contre l'ultra-libéralisme bruxellois et la renonciation explicite à tout projet de « constitution européenne ».

L'annonce publique de cette rupture n'est pas suffisante. Une relance de l'Union européenne est nécessaire. Compte tenu des débats qui ont eu lieu pendant la campagne dans le camp des vainqueurs, il serait judicieux de proposer que l'Union prenne une forme clairement confédérale,

avec primauté du Conseil des chefs d'État et de gouvernement, réduction de la Commission à des tâches de simple exécution et contrôle politique d'une Banque centrale européenne dont les missions sont à redéfinir.

Compte tenu des réalités dramatiques auxquelles d'innombrables entrepreneurs et commerçants sont confrontés, avec les conséquences que l'on sait sur le niveau de l'emploi, il est urgent de se prononcer pour



l'organisation d'un système de protection douanière de l'Europe continentale.

Autre leçon : la longue résistance opposée par les ouvriers, les employés et les cadres aux programmes de destruction des services publics et de liquidation des entreprises nationales. Ségolène Royal, qui a entériné les privatisations opérées par le gouvernement Jospin, doit se mettre à l'écoute du peuple français qui se sait exposé à une pénurie d'énergie électrique depuis la grande panne du 4 novembre. Elle devrait par conséquent annoncer la restauration et le développement des services publics et la nationalisation des secteurs qui sont indis-

pensables à l'indépendance de la nation.

Quant à la participation aux décisions collectives, il serait heureux qu'elle engage un débat public sur l'organisation d'une planification souple et démocratique, associant dans ses commissions les syndicats et les autres organisations représentatives de la société française.

En tirant ces premières leçons, décisives, Ségolène Royal resterait dans le rôle auquel elle prétend. Les autres aspects de la vie économique et sociale doivent être confiés au parti ou à la coalition qui aura la tâche de préparer la campagne des législatives. Comme le dit très justement Nicolas Dupont-Aignan, il est contraire à la tradition de la République gaulloise que les partis politiques adoptent un programme de législation avant l'élection, à tous égards décisive, du chef de l'État. Respecter le rythme politique de la V^e République, gravement perturbé par le quinquennat, c'est permettre au peuple tout entier de débattre et de choisir en connaissance de cause.

« Changer la politique » ? Nous prenons Ségolène Royal au mot. Et pour bien nous faire comprendre, nous emploierons une expression tirée de la langue de bois du ségolénisme triomphant : notre « expertise citoyenne » nous conduit à observer que Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy ont été tous deux partisans du Oui, de même que Jacques Chirac, autre candidat possible de la droite, et Dominique Strauss-Kahn, nouvel homme fort du Parti socialiste.

L'absence de partisan du Non parmi les candidats susceptibles d'entrer à l'Élysée crée une situation dangereuse, dans les urnes et dans la rue. Que la candidate socialiste se le tienne pour dit.

Bertrand RENOUVIN